

TENDANCES DE L'ÉCONOMIE CHINOISE

BULLETIN DE L'IDREC
INSTITUT DE RECHERCHES SUR L'ÉCONOMIE CHINOISE
CERDI, CNRS et Université d'Auvergne

N°29, 2006

SOMMAIRE

- EDITORIAL
- TENDANCES GÉNÉRALES
- UN PEU D'ANALYSE ÉCONOMIQUE...
- ACTIVITÉS ET TRAVAUX DE L'IDREC

中國
經濟
趨勢

EDITORIAL

Chine-Afrique : Qui gagne, qui perd ?

Alors que se multiplient les voyages officiels en Afrique des plus hauts membres du gouvernement chinois à la suite de Hu Jintao en 2004, il apparaît clairement que ce continent devient de plus en plus important pour la politique extérieure chinoise. Les relations Chine-Afrique ne sont pas nouvelles et ont été instaurées dans les années soixante. Elles se sont accrues ces dernières années, avec une dimension à la fois politique et économique plus marquée. Du point de vue politique, le gouvernement chinois affiche un soutien régulier à l'Afrique, notamment dans les instances internationales, n'hésitant pas à prendre le contre-pied des positions internationales et à aider des pays comme l'Angola, le Soudan, le Zimbabwe ou la Guinée, y compris dans les périodes de guerre civile.

Du point de vue économique, quatre types de relations prédominent : les migrations, le commerce de marchandises, l'investissement direct et l'aide, celle-ci n'ayant comme conditionnalité qu'une distance marquée vis-à-vis de Taïwan. En effet, dans les années 90 c'est surtout avec Taïwan que la plupart des pays africains ont eu des relations et ont notamment

reçu des migrants. Ceux-ci viennent désormais du continent et dominent des pans entiers du petit commerce dans certains pays comme le Sénégal.

L'imbrication des relations commerciales et politiques rend complexe l'analyse des intérêts respectifs des uns et des autres. Si Jeffrey Sachs déclarait récemment à Pékin que la Chine avait beaucoup à apprendre à l'Afrique, certains s'inquiètent justement de ce que la Chine risque d'apporter à l'Afrique.

Le sommet sino-africain qui s'est tenu à Pékin en novembre 2006 a fait l'objet d'une très forte médiatisation en Chine et le gouvernement chinois a manifesté une très grande attention envers les dirigeants africains. Ceux-ci recherchent le renforcement des liens avec la Chine, alors que dans le même temps, une partie de la population des pays d'Afrique est plutôt réticente face à cette évolution et parfois même très hostile à la présence chinoise. La dynamique des échanges se traduit par une hausse des exportations de l'Afrique à la Chine de 56% par an depuis 2000, celui des importations étant de 33%. En 2005, le solde était excédentaire pour

l'Afrique, pour un montant de 23,8 millions de dollars.

Quels sont les enjeux pour les uns ou les autres ? L'Afrique n'a-t-elle que des avantages à accroître ses relations avec la Chine ?

La situation doit s'envisager différemment, selon que l'on raisonne à court terme ou à long terme. En effet, à court terme, et c'est bien le discours des dirigeants africains, l'Afrique a besoin de la Chine, dans trois domaines principaux : l'aide, l'achat de matières premières, et les projets d'infrastructures.

La Chine s'est engagée à annuler une partie de la dette existante, à doubler l'aide financière sur trois ans et à accorder des prêts à des taux d'intérêt préférentiels. Face aux conditions posées par les organisations internationales, l'attitude chinoise est bien sûre confortable pour nombre de pays.

S'agissant des matières premières, la demande chinoise influence l'économie africaine d'une part directement en augmentant les exportations et en attirant les investissements directs, et d'autre part indirectement en faisant monter les prix internationaux.

Nul n'ignore que la dépendance énergétique croissante de la Chine l'a conduite à investir dans des pays riches en ressources naturelles, notamment dans les secteurs du pétrole et du gaz. C'est ce qui explique la présence chinoise en Guinée équatoriale, au Congo, au Nigéria ou au Gabon. Selon le Ministère du commerce chinois, l'Afrique représenterait en 2005 presque 3% du stock d'IDE chinois et plus de 70% sont réalisés dans le secteur minier, y compris pétrolier. Certains pays, comme le Congo, auraient connu une baisse de leurs exportations s'ils n'avaient pas eu le marché chinois.

Quant aux projets d'infrastructure, ils vont se multiplier dans les années à venir. Les entreprises chinoises sont déjà très présentes dans le secteur de la construction où elles concurrencent sérieusement les entreprises européennes, et dans celui des infrastructures de transport. Lors du récent sommet de Pékin, plusieurs très gros projets ont été signés, comme la construction d'une usine d'aluminium en Egypte.

Mais la Chine est présente en Afrique dans d'autres domaines et en premier lieu dans celui des biens de consommation qui sont exportés à faible prix, permettant ainsi à une population pauvre d'accéder à un autre mode de consommation. Elle exploite ainsi son avantage comparatif en termes de coût de main d'œuvre. Ces relations commencent à s'élargir aux services, notamment au tourisme.

L'enjeu pour la Chine est un enjeu de long terme, de soutien diplomatique, de garantie d'une sécurité énergétique, et d'élargissement des débouchés pour les entreprises. Mais c'est justement sur le long terme que sa présence risque de pénaliser l'Afrique. Pour les produits primaires, l'impact est bien sûr différent selon les pays. Mais d'une façon générale, l'influence de la demande chinoise sur les prix peut accroître les risques d'instabilité et l'accroissement des exportations de minerais et de produits énergétiques maintient l'Afrique dans un type de spécialisation qui semble difficilement compatible avec l'objectif de réduction de la pauvreté. Cela risque d'accroître les phénomènes de rente et d'une façon générale la corruption, dans les pays dotés d'une faible capacité de gouvernance. De plus, les investissements, notamment chinois, dans les industries extractives se sont accompagnés d'effets très négatifs sur l'environnement, ce qui hypothèque la durabilité du développement, et certaines politiques axées sur l'éco-tourisme. Les pays qui sont peu, ou pas, exportateurs de ressources naturelles, sont pénalisés par la hausse des prix, en particuliers ceux du pétrole, et doivent plutôt envisager les entrepreneurs chinois comme des concurrents. C'est particulièrement le cas dans les secteurs des textiles, cuir, vêtements et chaussures. N'étant pas compétitifs sur les prix, ils sont perdants sur les marchés tiers ; les producteurs locaux sont aussi directement concurrencés, sauf s'ils sont importateurs d'intrants bon marché qu'ils peuvent transformer à des fins d'exportations.

D'une façon générale, les échanges avec la Chine peuvent générer des gains pour l'Afrique, mais ceux-ci sont très inégalement répartis et les faiblesses des économies africaines, en termes de gouvernance, de dépendance vis-à-vis des exportations de produits primaires, mais aussi d'accroissement de l'endettement si l'aide est facilitée, risquent de perdurer.

La Chine bénéficie en Afrique d'une image favorable, notamment grâce à son statut de pays en développement, qui a été partiellement sous domination étrangère, et qui connaît maintenant une forte croissance. Il est tentant d'espérer que l'expérience chinoise sera utile à l'Afrique mais il serait naïf de penser qu'elle est transposable. La réticence que manifeste la population à l'égard des nombreux chinois présents en Afrique atteste de ses craintes de perdre une partie de ses activités, notamment en matière de

commerce, d'être pénalisée pour développer de nouvelles industries intensives en main d'oeuvre ou d'accroître sa dépendance à l'égard de l'étranger. Mais les intérêts de la Chine sont tels qu'au-moins à court terme, le gouvernement chinois s'efforce d'être rassurant par exemple en élargissant son soutien financier à des programmes de formation, et en insistant sur l'idée d'une coopération qui serait profitable à tous.

Mary-Françoise Renard

中國經濟趨勢

TENDANCES GENERALES

	Dix ans avant 1995	Il y a...			2005	janvier/septembre 2006
		3 ans 2002	2 ans 2003	1 an 2004		
INDICATEURS EN VALEUR ABSOLUE*						
Population en mds	1,211	1,284	1,292	1,300	1,308	
PIB à prix courants en mds de yuans	6079,4	12033,3	13582,3	15987,8	18232,1	14147,7
PIB par tête en yuans constants de 1995	5046	9079	9960	10870	11868	
PNB par tête en US\$ (méthode de l'Atlas de la Banque Mondiale)**		970	1100	1290		
PNB par tête en parité de pouvoir d'achat**		4500	4980	5530		
Réserves de change en milliards d'US\$	73,6	286,4	403,3	609,9	818,9	987,9
Taux de change RMB/US\$	8,351	8,2773	8,2767	8,2765	8,0702	7,9087

INDICATEURS DE STRUCTURE (en %)*						
Revenu urbain/Revenu rural	2,7	3,1	3,2	3,2	3,2	3,2
Investissements (FBCF) en % du PIB	34,2	42,2	47,2	51,3	48,6	50,9
Investissements directs étrangers en % du PIB	5,2	4,3	3,8	3,7	2,7	2,4
Exportations de biens en % du PIB	20,4	26,3	31,1	36,0	33,7	38,8
Balance commerciale en % du PIB	2,3	2,5	1,8	2,0	4,5	4,3
	Taux moyen sur 10 ans (1995-2004)	2002	2003	2004	2005	janvier/septembre 2006
TAUX DE VARIATION ANNUELS (en %)*						
Population	0,8	0,7	0,6	0,9	0,6	
PIB réel	9,7	10,4	10,4	10,1	9,9	10,7
PIB réel par tête	8,8	9,6	9,7	9,1	9,2	
Valeur ajoutée industrielle	11,3	12,6	17,0	16,7	16,5	17,2
Investissements	15,1	16,1	26,7	25,8	25,7	27,3
Investissements directs étrangers	4,3	12,6	1,4	13,3	-0,5	-1,5
Exportations de biens	15,8	22,3	34,6	35,4	28,4	26,5
Importations de biens	17,2	21,2	39,8	36,0	17,6	21,7
Ventes de détail	10,1	8,8	9,1	13,3	12,9	13,5
Prix à la consommation	3,1	-0,8	1,2	3,9	1,8	1,3
Taux de change effectif nominal (base 100 en 1995)		120,67	118,06	115,49	116,97	
Taux de change effectif réel (base 100 en 1995)		120,93	116,87	116,18	116,79	

Sources :

*"China Statistical Yearbook 2005" et "China Monthly Statistics 2006-1 à 2006-3". Remarque : nouvelle nomenclature utilisée à partir de 2003 pour les ventes de détail.

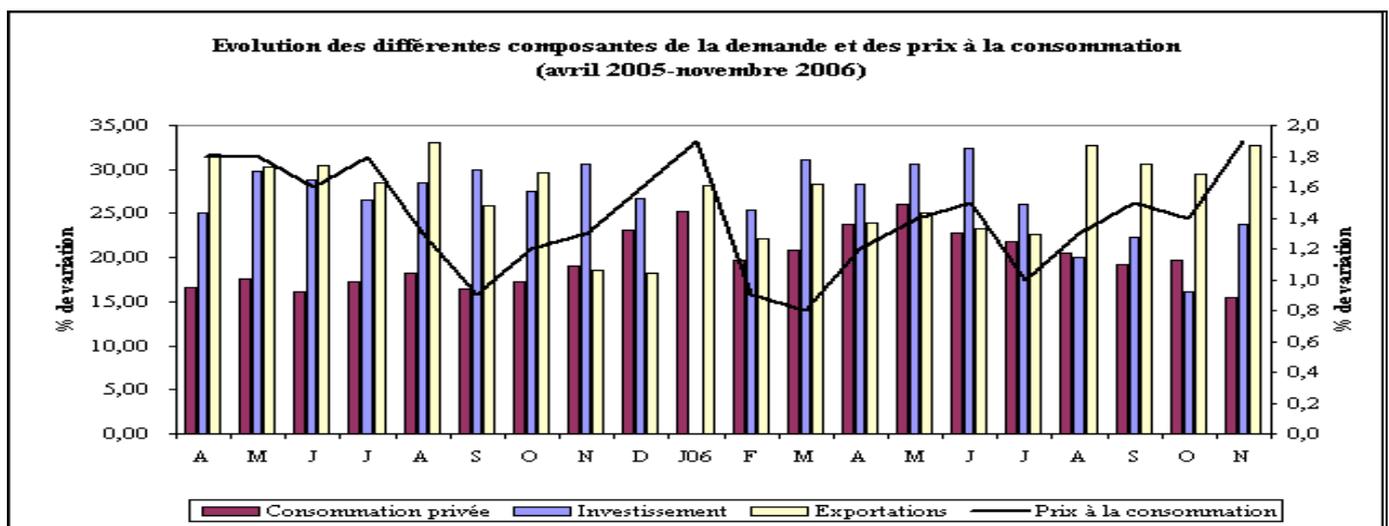
*** 2004 World Development Indicators CD-ROM et "World Development Report 2005".

*** Taux de change effectif à l'exportation, calculés notamment à partir des données du FMI (une hausse correspond à une appréciation).

Pour plus de précisions : Guillaumont Jeanneney S. et Hua P., "How does Real Exchange Rate Influence Income Inequality between Urban and Rural Areas in China",

Journal of Development Economics, Vol. 64, N°2, avril 2001.

Pour toute information : goi@u-clermont1.fr



UN PEU D'ANALYSE ÉCONOMIQUE...

L'évolution du marché du travail en Chine

La transition économique que connaît la Chine depuis le début des années 80 a eu des conséquences notamment sur le fonctionnement de son marché du travail. Celui-ci s'avère de plus en plus flexible et laisse une place grandissante au secteur privé. Cette évolution a des conséquences en terme de recrutement du personnel et d'évolution des salaires.

Avant les réformes, il n'existait pas de véritable marché du travail en Chine. Les individus obtenaient un emploi par l'intermédiaire du Plan, et leur rémunération, fixée par le gouvernement central, était basée sur un système très égalitaire. Les entreprises d'Etat fournissaient à leurs salariés de nombreux bénéfices sociaux, incluant le logement et les soins médicaux. La mobilité professionnelle se trouvait limitée, entraînant une difficile adéquation entre l'offre et la demande d'emplois.

Avec l'avènement des réformes, différents éléments ont concouru à une modification structurelle du marché du travail. Les dirigeants des entreprises d'Etat ont bénéficié d'une plus grande autonomie de gestion. S'est installé un système de bonus ayant pour vocation de récompenser les employés les plus performants (bien qu'en réalité la distribution de ces suppléments se soit toujours faite sur une base d'égalitarisme). Parallèlement, les formes de propriété se sont progressivement diversifiées par le développement d'un secteur non étatique composé d'entreprises collectives, privées et partiellement ou totalement étrangères. On constate qu'entre ces catégories s'affiche une grande hétérogénéité dans les caractéristiques du personnel employé ainsi que dans sa rémunération. Les salariés des entreprises d'Etat apparaissent ainsi plus âgés, plus expérimentés et plus qualifiés. Les salaires les plus élevés sont distribués par les entreprises étrangères dont les employés sont également ceux qui fournissent le nombre d'heures de travail le plus important. D'autres types de disparités se manifestent. Entre hommes et femmes d'une part : les inégalités de genre se font sentir dans la mesure où l'organisation du marché du travail est partagée entre la tradition d'une société patriarcale et les préceptes d'égalitarisme dans

un pays où la constitution garantit une rémunération égale pour un travail égal. Ainsi, les femmes travaillent dans des emplois moins rémunérés et sont donc, en moyenne, payées 50% de moins que les hommes. L'hypothèse, a priori raisonnable, selon laquelle les disparités de genre seraient moins importantes dans les entreprises étatiques, n'est pas toujours vérifiée.

Entre urbains et ruraux migrants vers les villes d'autre part : les migrants perçoivent un salaire 50% plus faible que les urbains non migrants, et travaillent en moyenne onze heures de plus par semaine.

Les structures salariales ont donc fortement évolué avec le mouvement des réformes et notamment avec l'émergence du secteur privé. Celui-ci apporte un élément de concurrence au marché du travail qui se rapproche ainsi de plus en plus d'un marché libre. Les rémunérations incluent alors de façon plus importante la notion de performances, accordant ainsi plus de place au capital humain (qui se caractérise par le niveau d'éducation et d'expérience d'un individu ainsi que par son état de santé).

Les rendements de l'éducation, en termes de salaire, augmentent de plus en plus au fur et à mesure que les réformes avancent et que le secteur privé se développe. Les individus embauchés en 1979 connaissaient un rendement de l'éducation s'élevant à 4,7 % (une année d'éducation supplémentaire apporte une augmentation du salaire de 4,7 %), alors que celui des employés entre 1980 et 1995 s'élève à 7 %. Ces rendements varient en fonction du type d'entreprise dans laquelle le salarié travaille. Ils sont ainsi supérieurs dans le secteur privé.

En ce qui concerne l'état de santé, le même constat peut être fait. Un individu présentant une plus grande force physique ou étant mieux nourri, sera mieux rémunéré dans le secteur privé. Il aura par ailleurs une plus grande probabilité d'entrée dans une entreprise privée.

Ainsi, on observe que la transition du marché du travail suite à l'avènement des réformes en Chine amène à une plus grande compétition entre les entreprises. Celles-ci cherchent à

中國
經濟
趨勢

minimiser leurs coûts et à maximiser leurs profits en embauchant des individus qu'elles peuvent payer moins cher (discriminations entre les hommes et les femmes et entre les ruraux migrants vers les villes et les urbains), ou des personnes qui présentent de meilleures aptitudes physiques pouvant ainsi être plus productives.

Ce constat semble en premier lieu être un élément positif pour le développement chinois, la compétition entre les entreprises étant un moteur de croissance. Mais il met à nouveau les autorités chinoises face à une autre réalité : l'augmentation incessante des inégalités tant au niveau des revenus, que de l'accès à l'éducation et aux soins. En effet, cette transition du marché du travail accroît le nombre des « laissés pour compte » dans l'accès aux soins médicaux, à une alimentation décente (on constate encore une forte sous-nutrition en Chine) ou à l'éducation.

L'accent mis par le gouvernement chinois sur la lutte contre les inégalités s'impose donc nécessairement afin de ne pas générer un

développement économique appauvrissant.

Kelly Labar

Pour aller plus loin :

Arcand J.L. et Labar, K. "Santé et salaires: une estimation en variables instrumentales sur un panel de travailleurs chinois", *Economie et Prévision*, à paraître.

Li, H. (2003) : "Economic Transition and Returns to Education in China", *Economics of Education Review*, 22(3), 317-328.

Liu, Z. (2001): "The Effects of Economic Reforms on Wage Inequality: Some Evidence from China", *Applied Economics Letters*, 8(4), 285-288.

Maurer-Fazio, M., T. Rawski et W. Zhang (2001) : "Inequality in the Reward for Holding Half the Sky : Gender Gaps in China's Urban Labor Market, 1988-94" *The China Journal*, 41, 55-88.

Meng, X., et J. Zhang (2001) : "The Two-Tier Labor Market in Urban China : Occupational Segregation and Wage Differentials Between Urban Residents and Rural Migrants in Shanghai", *Journal of Comparative Economics*, 29(3), 485-504.



UN PEU D'ANALYSE ÉCONOMIQUE...

Politique de formation de la main-d'oeuvre rurale chinoise - Problème de mise en place au niveau des villages

Le programme Sunshine (*Yangguang Gongcheng*) lancé par le gouvernement central en avril 2004, est un programme de formation des travailleurs ruraux. Il vise à leur donner une qualification afin de favoriser les migrations rurales et satisfaire les demandes d'emploi.

C'est peut-être la plus grande opération de ce type jamais mise en place puisque trente cinq millions de travailleurs ruraux désignés dans 21 provinces et régions autonomes vont recevoir une formation d'ici 2010.

Une expérimentation de ce programme a été menée entre 2004 et 2005, avec en parallèle la mise en place d'institutions et de systèmes de contrôle concernant son application aux niveaux central, provincial puis communal (Département de l'Agriculture, 2005a et 2005b).

Quelle est l'efficacité organisationnelle d'une application de ce programme au niveau du village, comme c'est le cas actuellement? Une étude pilote a été réalisée sur le cas de la province du Zhejiang. Si cette recherche est importante pour analyser l'efficacité du « Sunshine Program », elle fait par ailleurs partie du système de contrôle de ce programme.

Les problèmes administratifs au niveau du village - Résultats d'une recherche initiale

A partir de données relatives à la province du Zhejiang datant du mois de juillet 2005, nous essayons d'analyser les éléments essentiels de la mise en place du programme et les principaux résultats. Nous avons sélectionné deux villes présentant les mêmes conditions économiques et ayant un niveau de PIB inférieur au niveau moyen de PIB de la province du Zhejiang.

Nous avons ensuite choisi au hasard deux communes dans chacune de ces villes, ainsi que trois villages appartenant à chaque commune.

Dans notre échantillon, le nombre de paysans formés est relativement faible. Sur 524 ménages enquêtés, moins de 5% avaient bénéficié de cette

formation en 2004 (au commencement du programme).

Améliorer les conditions d'information concernant le programme et le centre de formation pourrait certainement être un premier pas. L'information avait été donnée au travers de contacts individuels et n'avait pas fait l'objet d'une diffusion publique, de sorte que beaucoup de paysans ne l'avait pas eu. En effet, sur 390 personnes qui nous ont répondu, 146 (37,5%) ne connaissaient pas l'existence du centre de formation ; 7,7% ont dit qu'il n'y avait pas de programme dans la région et 12,3% n'étaient pas intéressés par ce programme. De plus, l'information globale n'a pas été bonne puisque seulement 3 des 25 ménages formés savaient que leur formation entraînait dans le cadre du « programme Sunshine ».

Un autre problème concerne la liberté de choix du centre de formation et du programme au niveau rural. D'après les résultats d'enquêtes, il apparaît que la liberté de choisir est limitée en ce sens que parmi les 25 ménages qui ont suivi la formation en 2004, 16,7% l'ont fait à la demande des cadres du village, 16,7% étaient véritablement intéressés par le programme et 29,2% pensaient bénéficier d'opportunités d'emploi à la suite à cette formation. Parmi les 25 ménages formés, seulement 24% ont pu choisir leur centre de formation et 42% leur programme de formation.

Le problème d'information et la limitation des choix dans la formation de la main-d'oeuvre rurale en Chine nous rappellent la recherche de Lepenies (2004), qui montre que le programme de formation dans les micro-entreprises au Paraguay n'avait pas été très efficace en raison du manque de structures institutionnelles. L'absence de réseaux d'informations entre l'institut de formation, le marché du travail et les politiques gouvernementales, a entraîné des problèmes de type « exit » ou « voice » au sens d'Hirschman.

中國
經濟
趨勢

Problèmes informationnels et financiers

Le problème de diffusion de l'information et celui de la liberté du choix entre les centres/programmes au niveau du village pourraient être résolus en étendant l'implication des médias publics comme les chaînes de télévision locales et les stations de radios. Mais, ce programme est soumis à d'autres difficultés. La dispersion géographique des villages pauvres pourrait être une cause de la mauvaise application du programme. L'insuffisance de biens publics locaux et d'infrastructures pourrait être un obstacle. Comme le suggère l'étude que nous avons réalisée dans le cas de la province du Zhejiang, les équipes de formation qui viennent de la ville et les communes pourraient être utiles pour les régions lointaines et isolées.

En fait, il faudrait aussi élargir le financement du gouvernement. A partir de 2004 et 2005, la Chine a dépensé 0.55 milliards de Yuan pour la formation de la main-d'oeuvre rurale, cette somme représente seulement 0,004% du PIB en 2004, alors qu'elle permet de former 1,12 million de ruraux dont 0.95 million ont réussi à améliorer leur situation professionnelle. En 2001-2002, les gouvernements des pays de l'OCDE ont consacré 0,29% de leur PIB en moyenne pour ce type de formation.

Enfin, si l'objectif de ce programme de formation de la main-d'oeuvre rurale est de réduire la pauvreté rurale, alors un programme mieux ciblé pourrait être introduit. Selon le Professeur Li Xiaoyun, seulement 60% de la population pauvre vit dans les 592 communes officiellement désignées comme les plus pauvres. Il suggère en particulier que le fonds d'allégement de la pauvreté soit ciblé plus efficacement, afin de prendre en compte les communautés de pauvres dans les communes considérées comme « non pauvres ». Il a aussi montré le besoin d'avoir une protection sociale plus large pour les ménages qui sont pauvres et vulnérables à la pauvreté. L'organisation de la participation au niveau du village, doit être améliorée. La formation de la main-d'oeuvre rurale chinoise est un bon point de départ pour réduire la pauvreté rurale. Mais ce programme doit être mieux cadré si l'on veut atteindre le résultat espéré.

Yiu Por Chen

Références :

Agricultural Department, PRC, (2005a) 农村劳动力转移培训财政补助资金管理暂行办法

日期 : 2005-06-15 (The Financial Management of the Sunshine Program) Online. Available at HTTP: <http://www.nmpx.gov.cn/yanguanggongcheng/xiangmuguanli/default.htm> (accessed January 25, 2006)

Agricultural Department, PRC, (2005b) 农村劳动力转移培训阳光工程项目检查验收办法 (试行) 2005-06-15 (The Evaluation Method of the Sunshine Program) Available at HTTP: <http://www.nmpx.gov.cn/yanguanggongcheng/xiangmuguanli/default.htm> (Accessed January 25, 2006)

Agricultural Department, PRC, (2004) “阳光工程简介 (A Simple Description of the Sun Shine Program), Online. Available at HTTP: http://www.nmpx.gov.cn/yanguanggongcheng/gongchengjieshao/t20040331_16323.htm. (Accessed 13 August 2004).

Betcherman, Gordon, Amit Dar, Amy Luinstra, Makoto Ogawa (2000) “Active Labor Market Programs: Policy Issues for East Asia,” World Bank Social Protection Discussion Paper No. 5.

Fay, Robert G. (1996) “Enhancing the Effectiveness of Active Labour Market Policies Evidence from Programme Evaluations in OECD Countries,” OECD Labour Market and Social Policy Occasional Papers, No. 18, OECD Publishing.

Lepenies, Philipp (2004) “Exit, Voice, and Vouchers: Using Vouchers to Train Microenterperneurs – Observation from the Paraguayan Voucher Scheme,” Word Development, Vol. 32, No. 4, pp. 713-724.

Li Binglong (2002) “The Progress of Poverty Alleviation in China: Experience, Problems and Implications for the Asia-Pacific” paper presented at Paper for the Meeting of the Advisory Panel on ESCAP/UNDP initiative to support the achievement of Millennium Development Goals in Asia and the Pacific Region, February 2002, Bangkok.

Qian, Tian (2005) “Study critiques poverty alleviation funding, suggests new policies,” *China Development Brief* Online. Available at HTTP: <http://www.chinadevelopmentbrief.com> (accessed 03 August 2006)

Zhong Guo xin nong weng (中国兴农网) (2004) 阳光工程培训农村劳动力 113 万人 95 万人实现了转移就业 (1.13 million rural labor force trained under the Sunshine program, in which, 95 million successfully transfer to other sectors) Online. Available at HTTP: <http://www.cnan.gov.cn/cnan/> (accessed 07 January 2005).

中國
經濟
趨勢
潛力

ACTIVITÉS ET TRAVAUX DE L'IDREC

PUBLICATIONS

Se reporter au site de l'IDREC : <http://www.cerdi.org/idrec/Publi.asp>

COLLOQUES

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ SUR L'ÉCONOMIE CHINOISE - 28 août au 1^{er} septembre
(<http://www.cerdi.org/IDREC/SummerSchool.asp>)

Avec la participation de :

Cécile BATISSE, Université d'Auvergne
Yiu Por CHEN, Université De Paul, Chicago
Barry NAUGHTON, Université de Californie, San Diego
Nong ZHU, Université de Montréal et Université de Wuhan
Mary-Françoise RENARD, Université d'Auvergne

Participations à colloques :

Paris – OCDE - Séminaire : «China and India : What's in it for Africa ?» - 16 mars

Paris - Sorbonne - Collège Doctoral Franco-Chinois - 23 mars

Paris – UNESCO - Journée de Recherche, ERUDIT, "Négociation et processus d'Affaire en Chine et en Asie" - 24 mars

Mary-Françoise RENARD

Séoul – Corée du Sud : Asian Economic Panel Meeting

Sylvie DÉMURGER, Titre de la communication : «Economic Liberalization with Rising Segmentation on China's Urban Labor Market», en collaboration avec M. FOURNIER, L. SHI et W. ZHONG - 19 – 21 mars

Pekin – Chine - University of International Business and Economics : WTO, China and the Asian Economies, IV, Economic Integration and Economic Development

Ping HUA, Titre de la communication : «International Price-Competitiveness of China and its Asian Neighbour Countries» - 24 – 25 juin

Shanghai – Chine - Conference CES 2006 Governing Rapid Growth in China : «Efficiency, Equity and Institutions» - 1^{er} – 4 juillet

Titres des communications :

- Yi CHEN, «The Evolution of Gender Earnings Gaps and Discrimination in Urban China : 1988-1995), en collaboration avec S. DEMURGER et M. FOURNIER

- Rui HAO, «Economic Efficiency and Regional Equality : An Empirical Study of Growth and Disparities among Chinese Provinces (1978-2003)»

- Jie HE, «What is the Role of Economic Growth and openness for China's Environment ? An Analysis based on Divisia Decomposition Method from the Regional Angle»

- Ping HUA, «Real Exchange Rate, Openness and Income Disparities in China»

- Kelly LABAR, «Multidimensional Inequalities in China»

- Mary-Françoise RENARD, « FDI Growth and Spatial Dependency between Chinese Provinces», en collaboration avec Nasser ARY TANIMOUNE et Cécile BATISSE

- Zelai XU, «Urban growth in China», en collaboration avec ZHU Nong



Kyoto – Japon - Third World Congress of Environmental and Resource Economists - 3 – 7 juillet
- Sylvie DÉMURGER, «Rural Poverty and Fuelwood Consumption : Evidence from Labagoumen Township»
- Jie HE, «The New Development of Uncertainty Treatment in Contingent Valuation Estimation using MBDC data format : a Comparison», en collaboration avec Hua WANG

Qingdao – Chine - PACE Summer Camp for Environmental and Natural Resource Economists - 18 – 21 juillet

- Jie HE, Titres des communications : What is the Role of Economic Growth and Openness for China's Environment ? An Analysis based on Divisia Decomposition Method from the Regional Angle» and «The New Development of Uncertainty Treatment in Contingent Valuation Estimation using MBDC data format : a Comparison», en collaboration avec Hua WANG, Banque Mondiale
- Thomas PODER, «Environment and Statistical Value of Life In China»

MISSIONS ET RÉUNIONS À L'EXTERIEUR

Pékin, Dalian, Shenyang – Chine

Mary-Françoise RENARD - Mission Conseil Régional d'Auvergne - 9 – 15 juillet

Wuhan - Chine

Mary-Françoise. RENARD - Université de Wuhan : cours Master - 18 - 26 mai

Ulaan Bator – Mongolie

Martine AUDIBERT - Etude des effets de la contractualisation sur le fonctionnement des hôpitaux - 14 – 30 juin

Paris – IRD

Mary-Françoise RENARD - Jury Chargés de Recherche - 24 - 29 avril

Pékin - Chine

Martine AUDIBERT, Jacky MATHONNAT - Préparation d'un programme de recherche en collaboration avec le Ministère de la Santé - 10 – 17 décembre

Paris – Direction du Tourisme

Cécile BATISSE - Jury de thèse de Stéphanie Truchet : "Valorisation des biens environnementaux et développement touristique des espaces ruraux : une analyse en terme d'interactions spatiales" - 27 octobre

VISITES

Dans le cadre des cours destinés aux étudiants du Master professionnel « Economie de la Chine »:

- Charles-Henri LEGER, Avocat au Barreau de Paris, Cabinet Gide, Loyrette et Nouel, 6 avril et 2 et 8 juin

- Aude VERRIES, Chef des Projets Internationaux, Caisse Nationale de Prévoyance, Paris, 20 - 21 avril

- Yves CITOLEUX, Maître de Conférences, Université de Paris 1, 20 - 21 avril et 9 et 12 mai

- Yiu Por CHEN, Assistant Professor, Université De Paul, Chicago, 11 – 12 mai et 15 -19 mai

- Jean-Louis BRILLET, Economiste, INSEE, 6 – 7 juin

- Jean-Louis MAUBOIS, Directeur de recherche INRA, 8 décembre

中國經濟趨勢

INFORMATION

Jie HE est lauréate du « Gregory Chow Best Paper Award 2006 » pour son article « What is the Role of Economic Growth and Openness for China's Environment? An Analysis Based on Divisia Decomposition Method from the Regional Angle » présenté lors de la Conférence annuelle de la Chinese Economist Society (CES)

A venir

18-19 octobre 2007 - Colloque international : « Le développement de la Chine est-il soutenable ? », organisé par le CERDI-IDREC, Université d'Auvergne.

Informations disponibles sur le site: <http://www.cerdi.org>

中國經濟趨勢

Bulletin trimestriel publié par l'IDREC, Département du CERDI, unité mixte de recherche CNRS/Université d'Auvergne (Faculté des sciences économiques et de gestion)

*Rédacteur en chef : Mary-Françoise Renard
Comité de rédaction : Cécile Batisse, Isabelle Goi, Samuel Guérineau, Mary-Françoise Renard.*

*CERDI –IDREC
65, boulevard François Mitterrand
63000 Clermont-Ferrand
Tel : 04 73 17 74 00
Fax. 04 73 17 74 28
Site internet : <http://www.cerdi.org/idrec>*